

Visite au Sénégal – Conférence de presse du Ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé

Quai d'Orsay, 19 juin 1994

(Dakar, 19 juin 1994)

Je ne reviens pas sur ce que j'ai eu l'occasion de déclarer ici à Dakar depuis mon arrivée. Je voulais vous parler ce matin de la conférence des ambassadeurs de la région que nous avons organisée pendant deux jours hier et aujourd'hui. Vingt ambassadeurs de France dans les pays africains qui vont de Nouakchott jusqu'à Libreville ont été invités à se rendre ici à Dakar. Ceci est l'un des éléments de la réforme du Quai d'Orsay que j'ai mise en place l'année dernière. J'avais souhaité qu'à l'occasion de mes déplacements, les ambassadeurs puissent se rencontrer pour échanger leurs points de vue. J'ai déjà tenu deux réunions de ce type, l'une à Tokyo pour l'Asie du Sud-Est, une autre à New Delhi pour cette région et c'est donc aujourd'hui la troisième.

Nous avons inscrit à l'ordre du jour de cette réunion un certain nombre de questions internes, dans le détail desquelles je n'entrerai naturellement pas : l'organisation de la maison, les relations entre l'administration centrale et les postes, les problèmes consulaires qui peuvent se poser ici ou là. Je voulais simplement évoquer deux des sujets de fond qui ont été débattus hier et ce matin. Le premier de ces sujets de fond, c'est le poids de la situation économique quelques mois après la dévaluation du franc CFA et le deuxième de ces sujets, c'est la situation du processus démocratique en Afrique, son évolution, ses succès, ses éventuels échecs. Je traiterai ces questions de façon très rapide, de façon à pouvoir garder un peu de temps pour répondre à vos questions.

Dévaluation du franc CFA

La dévaluation tout d'abord. Tout le monde admet aujourd'hui que la décision de Dakar du 11 janvier

dernier, même si elle a été difficile à prendre par les chefs d'Etat concernés était indispensable. Le deuxième point sur lequel tout le monde s'accorde aujourd'hui, c'est que la catastrophe annoncée ne s'est pas produite et que le premier bilan que l'on peut dresser aujourd'hui de cette décision est sinon totalement positif, bien entendu, du moins prometteur ; la hausse des prix a été contenue dans les limites qui étaient prévues. Aucune pénurie sérieuse n'a été durablement constatée. Conformément aux engagements qui avaient été pris, les organisations internationales et un certain nombre de pays, au premier rang desquels la France, ont accompagné cette décision et des montants très importants ont été dégagés pour couvrir les besoins de financement nécessaires ; plus de 6 milliards de francs français ont été décaissés à ce jour sur les 12 milliards prévus sur l'année 1994, je rappelle le chiffre comparable de l'année dernière, il s'agissait d'un milliard. Donc six fois plus de crédits sous des formes diverses sont venus dans les pays concernés, conformément aux engagements qui avaient été pris. Par ailleurs, la dévaluation a permis une augmentation des prix payés aux agriculteurs pour les productions vivrières, elle a permis également une augmentation des prix pour ceux qui exportent et on note dans un certain nombre de pays, d'ores et déjà, une augmentation sensible des productions, des exportations et des revenus agricoles. Certes les difficultés sont nombreuses notamment pour un certain nombre de petites et moyennes entreprises, nous en sommes parfaitement conscients ; pour les populations aussi, parce que même si l'inflation reste sous contrôle il y a eu incontestablement des hausses de prix. Il est donc nécessaire de rester vigilant, de se conformer aux en-

gagements qui ont été pris vis-à-vis du Fonds monétaire et de la Banque, de maintenir les programmes d'ajustement. La France est plus que jamais décidée à apporter sa participation, et, je le répète, je suis très choqué quand j'entends dire ici ou là que nous avons donné le signal d'un lâchage de l'Afrique. Ma conviction profonde c'est qu'il s'agit de tout le contraire. Le refus de regarder la réalité en face, l'absence de décision dans ce domaine, voilà ce qui eut constitué en quelque sorte le vrai lâchage de l'Afrique. Nous sommes plus que jamais présents et plus que jamais engagés aux côtés de nos amis africains et des peuples africains.

Afrique – démocratie et développement

Le deuxième sujet qui a été discuté ce matin est celui de la démocratisation. Vous savez que c'est le deuxième grand axe de la politique africaine de la France. D'un côté, le redressement économique et, de l'autre, l'avancée vers plus de démocratie et plus d'Etat de droit, les deux étant d'ailleurs intimement liés car il n'y aura pas de développement durable s'il n'y a pas renforcement de la démocratie. Là encore, le bilan est encourageant, et c'est l'impression que j'ai retirée de l'échange de vues auquel j'ai assisté entre nos vingt ambassadeurs. Depuis quelques années, dans de nombreux pays, des régimes démocratiques ont été mis en place à la suite d'élections régulières et pluralistes, en Mauritanie, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, en Centrafrique, au Bénin, au Congo, etc. Il y a eu récemment des reculs, dans ce processus, en Angola, au Burundi, au Nigeria, pour citer quelques exemples, mais ceci ne doit pas nous décourager, nous devons garder le cap, et aider là encore nos amis africains qui ont fait ce choix dans l'enracinement de la démocratie. Cela passe par la réussite du redressement économique, je disais tout à l'heure que l'un allait avec l'autre; cela passe aussi par le renforcement de la démocratie aux niveaux plus locaux, la décentralisation et les élections locales, paraissent un moyen important dans ce domaine; cela passe également par l'aide que la France peut apporter à la construction d'un Etat de droit, comme nous le faisons depuis maintenant plusieurs années.

Voilà, pour ne pas être trop long, les quelques réflexions que je voulais vous livrer, et, dans les cinq minutes qui nous restent hélas, je suis prêt main-

tenant, si vous le souhaitez, à répondre à vos questions.

France – Rwanda – projet d'intervention humanitaire

Q – (Sur l'intervention de la France au Rwanda ?)

R – J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer ici-même hier, sur les objectifs de la France en la matière. En ce qui concerne les effectifs qui seront mis en place, le calendrier, les modalités de cette opération, je n'en dirai pas plus, pour une raison tout à fait évidente : c'est que cette intervention, qui a un but humanitaire, est néanmoins une intervention risquée, et que, vous le comprendrez, un minimum de discrétion est nécessaire sur les modalités concrètes de cette opération. Donc au risque de décevoir votre curiosité, je ne parlerai pas chiffres, lieux, calendrier; tout ceci est en train d'être étudié par nos spécialistes en liaison avec nos alliés.

Q – A Abidjan vous avez été affirmatif en disant que vous aviez pris des contacts avec certains responsables du FPR. Quelles sont les garanties dont vous disposez ?

R – J'étais affirmatif quand j'ai dit qu'il y avait des contacts, oui. Je n'ai pas été affirmatif sur le résultat de ces contacts. Comme je l'ai dit hier ici et je le répète ce matin, j'ai bien pris note des réactions, de certaines réactions négatives de certains responsables du FPR, et je peux comprendre que dans la situation où se trouve ce malheureux pays, il y ait ce type de réactions. Alors ce que nous allons essayer de faire c'est de nous expliquer pour essayer de convaincre. Nous avons déjà pris des contacts. Je vais envoyer dans les toutes prochaines heures un représentant spécial auprès des autorités du FPR sur le terrain, pour leur expliquer les conditions dans lesquelles nous envisageons d'intervenir. Je vous signale par ailleurs que nous sommes d'ores et déjà en liaison avec les responsables du FPR sur le plan de l'aide humanitaire. Comme je vous l'ai indiqué, le chef de la cellule d'urgence du Quai d'Orsay, M. Larome, est sur place et nous avons obtenu l'accord du FPR pour acheminer un certain nombre de convois d'aide humanitaire. Donc vous voyez que les ponts ne sont pas rompus et que nous ne désespérons pas, bien au contraire, d'obtenir un accord et une meilleure compréhension des autorités du FPR. J'ajoute d'ailleurs

que le contraire serait étonnant, parce que si nous avons décidé de monter cette intervention, c'est pour protéger les populations, et, vous le savez, les populations les plus menacées sont souvent des populations tutsies dans des zones contrôlées par des milices de l'ex-gouvernement rwandais. Donc j'aurais un peu de mal à comprendre qu'au bout du compte, cette action qui a cet objectif, ne soit pas acceptée.

France – Sénégal

Q – Monsieur le ministre, vous êtes à Dakar simultanément avec votre collègue de la Coopération. Comment peut-on expliquer la présence simultanée de deux ministres français ?

R – Si nous étions venus alternativement, vous nous auriez dit : tiens, ils ne se parlent pas, ils ne sont pas d'accord entre eux. Alors on vient ensemble... N'est-ce pas, et tout le monde dit : qu'est-ce qui se passe derrière ? S'il y a eu historiquement, dans la diplomatie française, c'est vrai, toujours l'idée que le ministère de la Coopération et le ministère des Affaires étrangères étaient rivaux, je peux vous dire que depuis avril 1993, tout ceci a complètement disparu. D'abord parce Michel Roussin et moi avons d'excellentes relations personnelles, et ensuite parce que nous avons mis en place des mécanismes de concertation, de discussion, de coopération, c'est le cas de le dire, qui fonctionnent tout à fait bien. Notre directeur des Affaires africaines et malgaches travaille avec les deux ministères, il est un peu le pivot de notre action, et donc il n'y a aucun problème.

Voilà, je vais sans doute vous quitter, en insistant quand même sur le fait, et j'avais déjà lancé un peu loin le bouchon hier, mais il n'a pas été repris, que je suis venu ici aussi, d'abord, pour pouvoir rencontrer les autorités sénégalaises. J'étais extrêmement honoré et heureux des entretiens que j'ai eus avec le président Diouf, avec le Premier ministre M. Thiam, avec mon homologue, M. Niassé. Hier soir, j'ai rencontré un grand nombre de ministres au cours du dîner qui était donné en mon honneur, j'ai pu constater l'excellence des relations entre la France et le Sénégal dans à peu près tous les domaines, la coopération politique, et je voudrais rendre de nouveau un hommage appuyé au Sénégal, puisque cela a été le premier pays, le premier pays africain, et même le premier pays tout court à dire "eh bien ! nous, nous

sommes prêts à aider la France dans l'action humanitaire qu'elle envisage de faire au Rwanda". Je crois que ceci mérite un coup de chapeau parce que c'est une décision courageuse, et j'espère que d'ici la fin de la semaine prochaine, on verra des casques bleus, puisqu'il y aura une autorisation des Nations unies, en tout cas des troupes françaises et sénégalaises côte à côte pour sauver les vies actuellement menacées. En ce qui concerne la coopération économique, vous connaissez aussi sa densité. Je voudrais insister enfin sur le fait que dans la francophonie, et le Sénégal joue un rôle tout à fait leader, pardon, un rôle tout à fait pilote, et nous avons très exactement la même approche des institutions francophones, c'est une communauté de langue, c'est une communauté de culture mais c'est un peu plus que cela : c'est aussi une vision commune du monde et de l'homme, qui fait que nous souhaitons donner à la francophonie une dimension politique. Vous voyez que c'est encore un terrain sur lequel, la France et le Sénégal se retrouvent pleinement./.